

Note sur « l'évolution des idées » (1966-1984)

André Narritsens

Le 19 décembre 2007

L'objet de cette note est de présenter d'une manière synthétique l'évolution des « idées » au cours de la période couverte par le Colloque. Un raccordement sommaire avec l'époque qui précède est indispensable car les « idées » ont toujours un passé : elles s'enracinent dans une situation plus ancienne elle aussi « mouvementée ».

On entendra par « évolution des idées » ce qui se produit de nouveau dans quelques domaines du champ intellectuel de manière telle que les approches jusque là installées se trouvent bousculées. On gardera à l'esprit qu'il convient de distinguer parmi les mouvements qui se produisent ce qui relève des évolutions des « idées » affectant la société (les masses) de celles des élites.

On observera que la CGT (et plus généralement le mouvement syndical), si elle est attentive aux discours économiques et patronaux qui produisent des effets dans son champ naturel d'intervention, se tient à l'écart des débats intervenant dans des champs plus « théoriques ». Cette carence est compensée par la référence forte à ce qui est son corpus théorique marxiste implicite ou, plus exactement, ainsi que le notait André Berteloot lors du 37^e Congrès de la CGT (1969), par la reconnaissance « *de l'apport idéologique important du Parti communiste pour la réalisation d'objectifs conformes aux intérêts des travailleurs* »¹.

1 – Les représentations du monde

Au lendemain de la Libération, les représentations du monde sont installées sous trois grands modèles : le socialisme réel (en construction), le capitalisme sous différentes formes (libéral/keynésien), l'entre deux réformiste, décliné dans la doctrine sociale de l'Eglise et la social-démocratie. S'ajoute à ces représentations la question clivante de l'impérialisme essentiellement concrétisée dans les colonisations qui donnera lieu aux problématiques tiers-mondistes (que nous n'aborderons pas).

Les nouveaux rapports de forces issus de la défaite du fascisme ont installé le monde dans une division en systèmes.

La CGT qui a appuyé les processus progressistes de l'après guerre se trouve confrontée, la guerre froide installée, à une lecture de la société qui la conduit à combiner luttes de défense immédiate et promotion d'un développement social dont le modèle se trouve à l'Est.

Ainsi qu'on l'a noté, bien que ne disposant pas, par nature, d'un corpus théorique propre, la CGT est fortement arrimée aux réflexions théoriques du PCF dont elle suit à la lettre les inflexions. Il en est ainsi à propos de la paupérisation (relative et absolue) dont elle défend longtemps la pertinence. Ses analyses se heurtent à la littérature économique proliférante de la période des « Trente glorieuse » qui est très fortement imprégnée de la logique keynésiano-fordiste (Jean Fourastié, *Le grand espoir du XX^e siècle*, 1949 ; *Dix-huit leçons sur la société industrielle*, 1963), induisant le réformisme (Michel Crozier, *La société bloquée*, 1971). La CGT conduit cependant une réflexion intéressante sur les questions de l'exploitation et notamment de la productivité, prolongeant celle entreprise dans l'entre-deux guerres à propos de la rationalisation.

Le marxisme, bien qu'idéologiquement dominé, paraît alors à l'offensive. Son influence se fait notamment sentir dans le champ philosophique (Lucien Sève, *La philosophie française et sa genèse de 1789 à nos jours*, 1962), dans celui de l'histoire où l'influence de l'Ecole des Annales est grande et conforte méthodologiquement les approches globales. Dans le champ de l'économie politique, l'analyse marxiste s'arrache aux pesanteurs de l'orthodoxie soviétique et d'importants travaux sont entrepris notamment à partir des années 1960 qui déboucheront sur l'analyse du Capitalisme

¹ Compte rendu in extenso des débats du 37^e Congrès de la CGT, p. 124.

monopoliste d'Etat. Dans le champ littéraire s'affirme, deux décennies durant, un courant réaliste dont on sous-estime aujourd'hui la contribution.

La forte attraction du marxisme provoque résistances et critiques. Des idéologues de droite, tels Raymond Aron, combattent explicitement le marxisme. Des courants comme l'existentialisme (Jean-Paul Sartre) et le personnalisme (Emmanuel Mounier) en tiennent compte, bien qu'ils contestent le déterminisme économique induit par une lecture appauvrie de Marx. Le personnalisme d'Emmanuel Mounier inspire fortement le courant reconstruction au sein de la CFTC qui reste par ailleurs fortement marquée par la doctrine sociale de l'Eglise.

2- Les secousses de mai 1968

Si l'on retient l'ébranlement de mai 1968 comme une charnière intellectuelle considérable, il convient d'en appréhender les racines. La secousse sociale s'enracine en effet dans des causes multiples, certes nationales (ce qui lui confère des caractéristiques propres) mais aussi internationales ainsi qu'en témoigne la simultanéité parfois prolongée d'autres mai. La secousse sociale ne se réduit pas à l'affrontement des classes tel que l'exprime la grande grève généralisée.

Autour de mai surgissent en effet des visions du monde nouvelles, des pensées critiques (de la révolution) s'écartant des vulgates. Dans certaines de ses franges, mai voit des références s'inviter dans le débat sociétal. Il en est ainsi d'Herbert Marcuse (*L'homme unidimensionnel*, 1964) et de Guy Debord (*La société du spectacle*, 1967), sans oublier les travaux d'Henri Lefebvre sur le droit à la ville et la dimension politique de la vie quotidienne. La publication en 1967 du livre de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les héritiers*, installe une approche des rapports sociaux fondée sur l'analyse des mécanismes de la reproduction symbolique.

Un nouveau venu (le structuralisme) fait lui aussi irruption dans le débat des élites prenant largement la relève de l'existentialisme déclinant. D'abord surgi dans le champ de la linguistique il se déplace du côté de l'ethnologie (Claude Lévy-Strauss, *Les structures élémentaires de la parenté*, 1949, *L'Anthropologie structurale*, 1958, 1973) avant d'envahir toutes les « sciences humaines » et la littérature (Roland Barthes). Il nourrit un moment le mirage d'une science unique. Le structuralisme se confronte au marxisme et provoque un renouvellement de celui-ci (Louis Althusser, *Pour Marx, Lire le Capital*, 1965...). La théorie psychanalytique de Jacques Lacan (*Ecrits*, 1966) fait une irruption fracassante, brisant avec les orthodoxies freudiennes. Elle installe la question du sujet dans l'espace nouveau des relations discursives.

Tous ces travaux ont irrigué l'immédiat avant mai. Certes, ils n'ont touché que de minces couches intellectuelles mais ils dessinent un paysage idéologique qui va s'avérer durable.

L'avalanche des productions au cours des années qui suivent mai est considérable. Faite du meilleur et du pire, elle converge dans la mise en scène de productions à caractère libertaire (« l'esprit de mai ») et dogmatique (le marxisme des groupuscules). En tout cas elle participe d'une vague critique s'attachant au démontage des fondements idéologiques de la société capitaliste. Elle n'épargne pas, c'est le moins que l'on puisse dire, le parti communiste et les pays dits du socialisme réel. Elle mobilise le vieux répertoire libertaire et se nourrit de la double critique trotskyste (classique) et maoïste (nouvelle). Le tiers-mondisme et les orientations défendues par la Révolution cubaine (stratégie guerillera) nourrissent de nouvelles attitudes politiques. A droite, bien sûr on n'a pas désarmé. Comme l'observe René Mouriaux, le marxisme essuie la critique de Raymond Aron, de Gaston Fessard et Jean-Yves Calvez. En 1970 Jean-Marie Benoît publie *Marx est mort* et *Le système totalitaire* d'Hanna Arendt paraît en 1972.

Dans la même période paraissent des œuvres de fiction et des témoignages dénonçant arbitrages et répressions ayant marqué les « constructions socialistes » à l'Est. *La plaisanterie* (préfacée par Louis Aragon) de Milan Kundera paraît en septembre 1968 ; *L'Aveu* d'Arthur London, publié lui aussi en 1968, est porté à l'écran deux ans plus tard ; *L'archipel du goulag* d'Alexandre Soljenitsyne est publié en français en 1974.

Une vaste offensive associant marxisme et stalinisme s'enclenche en 1976 où *Les nouvelles littéraires* lancent les « nouveaux philosophes ». Le communisme, considéré comme un totalitarisme, est violemment attaqué par Alain Besançon (*Les origines intellectuelles du communisme*, 1976) et André

Glucksmann (*La cuisinière et les mangeurs d'homme. Essai sur les rapports de l'Etat, du marxisme et des camps de concentrations*, 1975 ; *Les maîtres penseurs*, 1977).

L'attaque idéologico-politique lancée contre le « communisme » et le « marxisme » à la charnière de la décennie 1970, s'avère prolongée : elle installe un socle intangible qui trouvera plus tard d'autres développements (François Furet *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, 1995, Stéphane Courtois *Le livre noir du communisme*, 1997). Elle se situe à un moment historique où s'élabore la tentative d'alternative politique du Programme commun. Elle se présente donc comme un contre-feu à une perspective de transformation sociale. Son but avéré est de briser la perspective en disqualifiant les fondements dont celle-ci se réclame peu ou prou.

On notera, sans les confondre idéologiquement aux productions précédentes, que les travaux de Gilles Deleuze et Félix Guattari (*L'anti-Œdipe*, 1972) et, sous un autre angle, de Michel Foucault (*La volonté de savoir*, 1976), conduisent à déplacer le regard jusqu'alors accordé à la question du pouvoir vers les déterminants politiques du sujet et du désir, vers la dissémination du pouvoir dans le microcosme du sujet et des rapports sociaux qu'il entretient.

3 – Quelles réponses aux ébranlements idéologiques ?

Face à l'avalanche des productions de la décennie 1970, quelles réponses fournit le mouvement ouvrier ?

Dans le champ politique, le Parti communiste occupe alors une grande place et ne reste pas inerte. Il rectifie sa stratégie, optant pour une voie pacifique au socialisme, entame une critique du « stalinisme », réévalue ses relations avec les intellectuels (Comité central d'Argenteuil, 1966) dans le contexte d'une confrontation philosophique qui oppose, Louis Althusser, Roger Garaudy et Lucien Sève. Il dispose de lieux de réflexions importants (le Centre d'études et de recherches marxistes, créé en 1960, bientôt complété en 1964 de l'Institut Maurice Thorez²), de revues prestigieuses (*La Pensée*, *La nouvelle critique*, *Economie et politique*) qui s'insèrent dans les débats de l'époque et savent sceller des alliances de pensées. Lucien Sève développe une réflexion nouvelle sur le sujet (*Marxisme et théorie de la personnalité*, 1969) puis sur la dialectique (*Structuralisme et dialectique*, 1984), Louis Althusser, bien qu'établi aux marges du parti nourrit une relecture de Marx, Michel Verret ouvre des horizons nouveaux sur l'analyse de la classe ouvrière, des historiens communistes qui disposent déjà de grandes références (Albert Soboul et bientôt Michel Vovelle) s'avancent eux aussi sur des territoires nouveaux, auscultent des archives, revisitent un passé trop légendaire ou utilitariste dont rendent compte de nombreux ouvrages et dont *Les cahiers d'histoire de l'IRM* se font l'expression. Dans d'autres domaines d'importants travaux sont effectués. Et le Parti s'efforce de les diffuser par le livre et des initiatives de formation de masse (Semaines de la pensée marxiste, Université nouvelle et système des écoles internes).

On a déjà noté l'effort considérable d'analyse théorique réalisé dans le champ de l'économie politique à partir de la réflexion fondatrice de Paul Boccara (*Sur la mise en mouvement du capital*, 1978, réédition d'études réalisées en 1960-1961; *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*, 1973, reprenant des études réalisées entre 1966 et 1973) qui a débouché, en 1971, sur la publication de l'ouvrage collectif *Le Capitalisme monopoliste d'Etat, traité d'économie politique*.

Ces productions, malgré leur importance, sont assez peu diffusées : elles sont dominées par la vague idéologique dont nous avons fait état. Elles participent cependant à l'ancrage idéologique du marxisme au sein du mouvement ouvrier et œuvrent donc comme contre hégémonie.

Mais la composante non communiste du mouvement ouvrier ne demeure pas inactive. Si le Parti socialiste ne produit guère d'innovations, il n'en est pas de même au sein de la CFDT que de nombreux intellectuels ont rejoint dans le post 1968 et qui y occupent d'importantes fonctions idéologiques (Pierre Rosanvallon, Jacques Juillard...).

La CGT se trouve confrontée aux traductions syndicalo-sociétales que produit la CFDT dans la période. On notera, sans développer, les débats qui s'engagent officiellement entre les deux centrales sur les thèmes de l'autogestion, de la planification démocratique et du socialisme.

² Les deux structures fusionneront en 1979 pour créer l'Institut de recherches marxistes.

On observera également que, dans la période, sont produites beaucoup d'analyses concernant la tertiarisation de la société, la fin de l'ère industrielle, la décomposition de la classe ouvrière classique (André Gorz, , *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, 1964 ; *Adieux au prolétariat*, 1980), la rupture qui s'ensuit de l'affaîssement de la lutte des classes telle qu'elle était pensée, le passage à de nouvelles formes de conflictualité sociale fondées sur l'irruption de mouvements sociaux (Alain Touraine, *La société post industrielle*, 1969 ; *Production de la société*, 1973 ; *Le mouvement ouvrier*, 1984).

Ces débats, pour importants qu'ils soient ne durent guère sous l'effet combiné de l'apparition à la charnière des la décennie 1970 de la crise structurelle du capitalisme et de l'entrée en crise du modèle de transformation sociale scellé dans le Programme commun de 1972.

4 – Idéologies de crise et soumission au libéralisme

Nous avons noté la grande importance de l'offensive lancée contre le marxisme et ceux qui s'en réclament et il convient de lire celle-ci en articulation avec les ajustements idéologiques qui surgissent de l'installation dans la crise structurelle.

On l'a dit, depuis la Libération, des politiques « keynésiennes » ont été mises en œuvre. L'appareil de la connaissance statistique est puissant. L'INSEE fournit les instruments de l'analyse macro-économique. En 1972 paraît *La croissance française*, cosignée de Jean-Jacques Carré, Paul Dubois et Edmond Malinvaud. La survenance de la crise internationale, monétaire puis pétrolière, provoque des interrogations sur les politiques à mettre en œuvre pour maîtriser ce qui est d'abord perçu comme une déstabilisation passagère de l'économie.

Dans l'ordre théorique, sur fond d'une montée des idées néo-libérales (le prix Nobel d'économie est attribué à August von Hayek en 1974 et au monétariste Milton Friedman en 1976) orchestrée par la Trilatérale (mise en place en 1971) et le Club de Rome (créé en 1968) surgissent plusieurs écoles dites de « la régulation » qui entendent sauvegarder le capitalisme alors qu'en contrepoint se développent les analyses produites autour de Paul Boccara et Gérard de Bernis. A la charnière de la décennie 1970, Valéry Giscard d'Estaing s'attaque à la planification indicative mise en œuvre depuis la guerre.

Les nationalisations sont elles aussi attaquées (Paul Dubois, *Mort de l'Etat patron*, 1974). La crise s'affirmant durable et les recettes « keynésiennes » étant jugée inopérantes, les discours prônant une libéralisation de l'économie s'affichent grand public (Michel Albert, François de Closets, Alain Minc, Guy Sorman). En 1981, Pierre Rosanvallon, ancien théoricien de l'autogestion cédestiste, publie *La crise de l'Etat-providence*. En février 1984, Yves Montand, promu économiste pédagogue, anime une émission de télévision intitulée *Vive la crise* qui connaît un grand succès.

Face à cette déferlante se dresse plusieurs années durant la perspective du Programme commun. Mais la rupture de l'Union de la gauche, intervenue en 1977 et l'échec électoral aux législatives de 1978 font grandir les ambiguïtés sur la crédibilité des propositions qu'il contient.

Cependant la dynamique populaire qui conduit, en 1981, à l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, permet, pour quelques mois, la mise en œuvre de certaines dispositions prévues dans le programme commun (nationalisations).

Le retournement idéologico-politique de 1982 sonne le glas de l'expérience ouvrant la voie au glissement libéral.

On notera que, dans cette période, s'est progressivement effectué le « recentrage » de la CFDT et que la CGT, confrontée à la conduite de dures batailles sociales contre la « casse industrielle » a développé une réflexion économique originale sur « *l'intervention dans la gestion* » sans parvenir à obtenir un engagement significatif des syndicats à sa concrétisation.